

# Les *Echos* de Rome

Comité de la sécurité alimentaire mondiale, octobre 2014

n°2 - octobre 2014

## Bilan de la 41<sup>ème</sup> session du CSA : des investissements toujours hors de contrôle

*La 41<sup>ème</sup> session plénière du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), s'est achevée samedi 18 octobre 2014 à Rome. Action contre la Faim, le CCFD-Terre Solidaire, le Secours Catholique-Caritas France, Oxfam France et Peuples Solidaires – ActionAid France, membres de la Commission Agriculture et Alimentation de Coordination Sud (C2A) y ont activement participé pour porter la voix de la société civile, pour défendre le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire.*

### Dixième anniversaire du droit à l'alimentation

Il y a 10 ans, en novembre 2004, le Conseil de la FAO adoptait les directives sur le droit à l'alimentation. Ces directives volontaires ont marquées une étape importante pour le respect du droit à l'alimentation dans le monde. Mardi 14 octobre 2014, trois gouvernements ont présenté aux membres du CSA, les progrès réalisés concernant la mise en œuvre de ces directives dans leur pays. Le Salvador a notamment expliqué avoir mis l'agriculture familiale au centre de ses politiques publiques et avoir ratifié le protocole facultatif au Pacte International relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels (PIDESC) permettant une certaine justiciabilité des droits sociaux au niveau international. Le gouvernement indien a quant à lui expliqué être passé **d'une approche basée sur les besoins à une approche basée sur les droits** et avoir mis en place un système de plainte au niveau local. Hilal Elver, nouvelle rapporteuse spéciale des Nations-Unies sur le droit à l'alimentation est intervenue durant la session plénière pour insister sur l'importance de l'approche basée sur les droits de l'Homme. Elle a ajouté qu'avec l'adoption des directives volontaires sur le droit à l'alimentation en 2004, la FAO était passée d'une action technique à une action centrée sur les droits.

### Rencontre avec Hilal Elver, la nouvelle rapporteuse spéciale des Nations-Unies sur le droit à l'alimentation

Nommée récemment rapporteuse spéciale des Nations-Unies sur le droit à l'alimentation, Hilal Elver a participé à la 41<sup>ème</sup> session du CSA ainsi qu'à la partie publique du forum annuel du Mécanisme Société Civile. Action Contre la Faim, Oxfam France, le Secours Catholique-Caritas France et Peuples Solidaires-ActionAid France ont eu l'occasion de la rencontrer en tête-à-tête et d'avoir avec elle un dialogue très ouvert. Hilal Elver a fait part de ses priorités pour les mois à venir : **accès à la justice pour les victimes de violations de leur droit à l'alimentation; changement climatique; et femmes et sécurité alimentaire.** Par ailleurs, la rapporteuse spéciale des Nations-Unies a également précisé aux ONG de Coordination SUD, que sa première mission de terrain aurait certainement lieu aux Philippines.



## Sécurité alimentaire : les investissements agricoles toujours hors de contrôle

A la veille de la journée mondiale de l'alimentation, et après deux ans de négociations, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) de l'ONU a adopté mercredi 15 octobre 2014 les « Principes d'investissement responsable dans l'agriculture ». Les ONG de la C2A présentes à Rome, comme l'ensemble des organisations de la société civile internationale réunies pour la 41<sup>ème</sup> session du CSA, dénoncent l'adoption de ce **texte qui laisse le champ libre à des pratiques nuisibles à la sécurité alimentaire et nutritionnelle**.

Impossible de dire aujourd'hui à la lecture de ce texte quels types d'investissements mis en œuvre sur le terrain seront considérés comme « irresponsables » ; aucune pratique n'étant exclue. Accaparements des terres, soutien aux OGM ou course au moins disant fiscal pourraient ainsi être labélisés « investissements responsables ». Ces principes passent donc à côté de leur objectif, et ne permettront en rien de protéger le droit à l'alimentation des populations vulnérables.

En 2012, sous la pression de la société civile, le CSA s'était fixé pour objectif d'établir un texte universel encadrant l'ensemble des investissements agricoles, publics comme privés, étrangers comme nationaux. Pourtant, en adoptant des principes si faibles, le CSA passe à côté de son mandat. Il rate l'occasion **de rappeler aux Etats le rôle fondamental qu'ils ont à jouer pour soutenir les agriculteurs familiaux et paysans qui sont à la fois les premiers investisseurs dans l'agriculture et les premières victimes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle**.

Il est inacceptable que les Etats manquent à ce point de volonté politique pour développer des systèmes agricoles durables. Les investissements privés agressifs des entreprises nationales et multinationales de l'agrobusiness ont encore de beaux jours devant eux !



© 123rf - radiantskies

Dans le cadre de sa mission d'appui au plaidoyer collectif de ses membres, Coordination SUD a mis en place des commissions de travail. Ainsi, la **Commission Agriculture et Alimentation (C2A)** regroupe les ONG de solidarité internationale qui agissent pour la réalisation du droit à l'alimentation et un soutien renforcé à l'agriculture familiale dans les politiques ayant un impact sur la sécurité alimentaire mondiale : 4D, ACF, aGter, Artisans du Monde, AVSF, Cari, CCFD-Terre Solidaire, CFSI, CIDR, Crid, Gret, Iram, Interaide, Oxfam France, Peuples Solidaires en association avec ActionAid, Réseau Foi et Justice Europe, Secours Catholique, Secours Islamique, Union nationale des Maisons Familiales Rurales, et un invité : Inter-réseaux.

L'objectif de la commission consiste à coordonner les travaux réalisés par ses participants, et faciliter la concertation entre ses membres dans leur travail de plaidoyer auprès des acteurs sociaux et des décideurs politiques internationaux. Les membres de la Commission s'accordent sur les représentations assurées au nom de Coordination SUD en un ensemble de lieux (Concord au niveau européen, FAO, OMC, CNUCED), et y échangent des informations sur les enjeux internationaux en cours. La commission est mandatée par Coordination SUD pour formuler les positions que prend le collectif lors des principaux rendez-vous institutionnels traitant de l'agriculture et de l'alimentation.

Cette note a été rédigée par **Cécile Leuba, Peuples Solidaires-ActionAid** (avec le soutien d'Action Contre la Faim, du CCFD-Terre Solidaire, d'Oxfam France et du Secours Catholique-Caritas France).

**PEUPLES  
SOLIDAIRES**  
act:onaïd

Les Echos de Rome de la C2A sont réalisées avec le soutien de l'AFD.

Les points de vue exposés dans ce document ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de l'AFD.

